

## ◀ Évaluations nationales imposées par le ministre ▶

# Refusons de faire remonter les résultats !

*Blanquer tente d'imposer une politique éducative rétrograde et une école du chacun-e pour soi en flattant l'opinion à coup de mythes. L'évaluation tous azimuts en est un.*

### **Des évaluations largement critiquées**

Les évaluations nationales de CP, CE1, 6e et 2de ont été l'objet de vives critiques d'une majorité d'enseignant-e-s. En effet, ces évaluations remettent en cause les compétences professionnelles des enseignant-e-s en les considérant comme de simples exécutants. Elles constituent aussi une perte de temps et mettent les élèves en difficulté.

Exercices piégeux, images véhiculant des stéréotypes sexistes, compétences évaluées non adaptées, dépossession de la correction, problèmes techniques... Ces évaluations ne constituent en rien une aide pertinente pour enseigner mais démontrent la volonté ministérielle de mettre au pas les enseignant-e-s.

**C'est pour ces raisons que la fédération SUD éducation a appelé au refus de ces évaluations.**

### **Et maintenant : ne faisons pas remonter les résultats !**

Que les équipes aient refusé de les faire passer ou non, ou qu'elles aient adapté

les modalités de passation, il est maintenant nécessaire de refuser l'uniformisation pédagogique et le contrôle permanent.

C'est dans la remontée des réponses que se dévoile le danger de ces évaluations. Derrière un discours prétendument scientifique, le ministre entend normer les pratiques pédagogiques. Les résultats ne serviront pas aux seuls élèves et à leurs enseignant-e-s, ils serviront, surtout, en novlangue, à "accompagner et piloter". C'est-à-dire à contrôler davantage. On voit là le lien avec les animations pédagogiques présentées comme obligatoires et centrées sur les seuls "apprentissages fondamentaux".

De plus rien ne sera anonyme puisque le portail de saisie des résultats des élèves fonctionne avec des codes identifiants assignés aux enseignant-e-s en lien avec ONDE (ex Base élève). Cette absence de protection des données sera renforcée par le fait que le stockage des données sera effectué par la société Amazon, en Irlande.

## L'obsession de la « culture du résultat »

Les annonces gouvernementales récentes, par voie de presse, laissent par ailleurs présager le pire quant à l'utilisation qui sera faite de ces évaluations. Dans un contexte d'autonomisation accrue des établissements, on voit très bien quelle pourrait être l'utilité de telles évaluations : classer les établissements, les écoles et les équipes pédagogiques en fonction des résultats ! Loin d'être réservées à un usage interne, ces mesures participent au renforcement des inégalités territoriales en imposant progressivement une « culture du résultat » qui permettrait de distribuer les bons et les mauvais points aux équipes enseignantes :

- l'augmentation des postes à profil ;
- l'arbitraire et l'injustice des promotions ;
- la mise en place de la prime REP+ au mérite ;
- la mise en place au 1er trimestre 2019 d'une évaluation des établissements.



Contre cette vision managériale de l'école, SUD éducation revendique des moyens pour une école égalitaire et émancipatrice.

Pour le respect de la liberté pédagogique, nous revendiquons une formation continue, sur le temps de service, répondant aux besoins des personnels.

**La fédération SUD éducation revendique la suppression de ces évaluations. SUD éducation appelle les enseignant·e·s du 1er degré à ne pas faire passer les évaluations et le cas échéant à ne pas faire remonter les résultats. Dans les conseils d'école et d'administration, dénonçons ces évaluations. SUD éducation s'engage à défendre les collègues. Déjà, dans plusieurs départements, des syndicats SUD éducation ont été à l'initiative d'appels unitaires.**